

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

TRENTE-QUATRIÈME SESSION

Documents officiels



55^e
SÉANCE PLÉNIÈRE

Mardi 6 novembre 1979,
à 15 h 15

NEW YORK

SOMMAIRE

Page

Point 28 de l'ordre du jour :

Politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain
(suite) :

- a) Rapport du Comité spécial contre l'*apartheid*;
- b) Rapport du Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre l'*apartheid* dans les sports;
- c) Rapport du Secrétaire général 1075

Président : M. Salim Ahmed SALIM
(République-Unie de Tanzanie).

POINT 28 DE L'ORDRE DU JOUR

Politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain
(suite) :

- a) Rapport du Comité spécial contre l'*apartheid*;
- b) Rapport du Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre l'*apartheid* dans les sports;
- c) Rapport du Secrétaire général

1. M. CHARLES (Haïti) : Prenant la parole pour la première fois devant cette assemblée, vous souffrirez, monsieur le Président, que je vous présente mes chaleureuses félicitations à l'occasion de votre élection à la présidence de cette trente-quatrième session, tout en vous disant notre appréciation pour la façon, combien habile et intelligente, dont vous avez conduit nos travaux jusqu'ici.

2. Le République d'Haïti, mon pays, attache la plus grande importance à la politique d'*apartheid* du régime raciste de l'Afrique du Sud qui est, à n'en pas douter, le problème le plus crucial posé à la conscience de l'Afrique, si ce n'est de l'humanité dans son ensemble. Cette politique met en question les valeurs fondamentales de la civilisation contemporaine, basées sur les principes de liberté, d'égalité et de justice, qu'elle viole de façon systématique. Aujourd'hui, l'*apartheid* est considéré par tous les peuples du monde comme étant le symbole de l'injustice caractérisée.

3. A cause de la violence inhérente à sa nature et de ses conséquences néfastes sur le maintien de la paix et de la sécurité internationales, l'*apartheid* fait l'objet depuis tantôt trois décennies de la plus profonde préoccupation de l'Organisation des Nations Unies qui s'est vouée, depuis, à son élimination totale.

4. Aussi, le débat de cette année nous offre-t-il l'occasion de faire le point de la situation afin d'arrêter les voies et

moyens qui permettraient aux Nations Unies de s'acquitter de leurs responsabilités à l'égard du vrai peuple d'Afrique du Sud qui subit le joug du système le plus dégradant et le plus féroce qu'ait conçu le genre humain. Il s'agit essentiellement de la réhabilitation de tout un peuple et de sa réintégration dans ses droits fondamentaux, inaliénables et imprescriptibles.

5. L'unanimité, qu'a toujours exprimée la communauté internationale dans son rejet du système inique d'*apartheid* qu'elle a condamné comme étant un crime contre l'humanité, nous permettait de croire que le monstre pouvait être terrassé sans trop de peine pour faire place à une société régie par les principes du droit et des valeurs humaines.

6. Pourtant, le tableau que nous a dépeint le Comité spécial contre l'*apartheid* dans son rapport annuel [A/34/22] n'invite guère à l'optimisme. La situation pour ce qui concerne la politique d'*apartheid* du régime raciste d'Afrique du Sud, loin de s'améliorer, tend au contraire à s'aggraver de jour en jour. Les éléments d'information que nous avons sous les yeux montrent que la répression s'est intensifiée à mesure que se manifeste la résistance à l'oppression. La torture, les jugements en vertu de lois arbitraires, l'assassinat, le massacre de femmes et d'enfants innocents sont les instruments auxquels a recours le régime sud-africain contre les opposants de l'*apartheid*. La création du prétendu Etat du Venda prouve que l'Afrique du Sud entend aller jusqu'au bout dans sa politique impitoyable de bantoustanisation qui vise à faire des Noirs sud-africains des étrangers dans leur propre pays, sans parler de son agression contre les pays africains voisins dont la première victime fut la République populaire d'Angola, il y a à peine une semaine.

7. Tout cela démontre que le régime raciste de Pretoria est décidé à ignorer souverainement les résolutions de l'Organisation des Nations Unies couvrant tous les aspects de la politique d'*apartheid*, allant des relations diplomatiques, commerciales, financières et sportives, à la collaboration militaire, nucléaire et autre. Par ses actes, Pretoria indique clairement qu'il n'entend pas renoncer à sa politique raciste et qu'il continuera à perpétuer et à consolider son système de domination et d'exploitation du peuple sud-africain pourvu qu'il en ait les moyens.

8. Cela étant, la question que nous devons nous poser est bien celle-ci : comment l'Afrique du Sud a-t-elle pu, à elle seule, faire échec tant à l'Organisation des Nations Unies qu'à la communauté internationale ?

9. Il n'est pas du tout difficile de répondre à cette question. Disons tout de suite que l'Afrique du Sud n'a jamais caché son mépris de l'Organisation des Nations Unies, des principes et objectifs de sa Charte et de ses résolutions. Peu nous importe que l'Afrique du Sud ait

choisi de défier l'Organisation avec laquelle elle se trouve en conflit en tout premier lieu. Le vrai problème est que l'Afrique du Sud n'a jamais été seule, isolée, comme le veulent les résolutions de l'ONU. L'Afrique du Sud compte, au sein de cette assemblée, des sympathisants, collaborateurs et alliés très sûrs qui lui fournissent les moyens de résister aux pressions internationales, d'une part, et à la lutte des mouvements de libération nationale, d'autre part. Bien qu'ils ne constituent qu'une minorité, les associés de l'*apartheid* se sont révélés, en fait, plus puissants que la majorité. Par leur seule action, ils ont réussi à rendre inopérantes toutes les décisions prises par l'ONU, que ce soit au Conseil de sécurité ou à l'Assemblée générale, pour éliminer le racisme, la discrimination raciale et l'*apartheid*, vestiges du colonialisme en Afrique australe. Cette action se manifeste tant à l'ONU — où, par l'imposition du veto, ils empêchent l'adoption de sanctions obligatoires contre le régime d'*apartheid*, même quand celui-ci a été reconnu coupable de crimes contre l'humanité — qu'en Afrique du Sud où tout le poids de leur puissance économique et technologique sert à assurer le maintien de la domination et de l'exploitation raciste des Africains au moyen d'investissements directs, de prêts bancaires et du transfert de technologies, notamment dans le domaine de l'industrie d'armements ou de la recherche nucléaire à des fins militaires.

10. Il existe un lien direct entre ces investissements étrangers et le maintien du peuple sud-africain sous la férule des racistes blancs. D'une part, ils permettent aux sociétés transnationales de réaliser d'énormes profits à cause de la main-d'œuvre presque servile dont elles disposent et, d'autre part, ils ont permis au régime de Pretoria de consacrer une part plus large de son produit national à son budget militaire.

11. Quant à l'embargo sur les armes, nous savons qu'il a été adopté par le Conseil de sécurité, dans sa résolution 418 (1977), seulement après que les pays occidentaux membres s'étaient assurés que l'Afrique du Sud pouvait, dans une très large mesure, se suffire à elle-même. Malgré tout, ces pays n'ont pas hésité à profiter de la moindre faiblesse du texte de la résolution pour faire parvenir à l'Afrique du Sud du matériel pouvant être utilisé à des fins militaires. Leur collaboration au programme nucléaire sud-africain a conduit tout récemment à la détonation d'un engin nucléaire; toute l'Afrique a appris la nouvelle avec effroi.

12. Les pays occidentaux peuvent continuer à nier ce soutien indispensable à la survie de l'*apartheid*, bien qu'il existe des preuves irréfutables établissant leur culpabilité. Loin de nous l'intention de les condamner ici. Notre propos, c'est de faire appel, une fois de plus, à leur conscience — si conscience ils ont — pour qu'ensemble nous puissions parvenir à l'éradication totale de ce mal qu'est l'*apartheid* afin d'édifier cette communauté humaine, solidaire dans tous ses membres.

13. Enfin, nous voulons espérer que les conclusions et recommandations du Comité spécial contre l'*apartheid* [ibid., par. 212 à 331], soumises à la considération de cette assemblée, pourront, par l'appui unanime et véritable qu'elles auront reçu, nous permettre d'atteindre ce noble objectif.

14. Pour sa part, dans cette lutte contre l'*apartheid*, la République d'Haïti, fidèle à ses traditions historiques, ne manquera pas d'apporter son appui le plus total au programme recommandé.

15. M. LUDWIKOWSKI (Pologne) [interprétation de l'anglais] : Depuis plus de 30 ans, le douloureux problème de l'*apartheid* fait l'objet de discussions approfondies à l'Organisation des Nations Unies et dans de nombreuses autres instances et conférences internationales. L'*apartheid* a été dénoncé par la communauté mondiale comme le système le plus odieux de discrimination raciale, comme une doctrine raciste contraire aux principes de la Charte des Nations Unies et aux droits fondamentaux de l'homme.

16. L'Organisation des Nations Unies a non seulement condamné le système brutal de domination raciale qu'elle a déclaré crime contre l'humanité, mais elle a, à maintes reprises, insisté auprès du régime sud-africain pour qu'il abolisse la politique d'*apartheid* et permette à la majorité africaine de jouir pleinement de ses droits de l'homme fondamentaux. Cependant, toutes les résolutions de l'ONU ont été ignorées par le régime raciste de Pretoria. Les événements qui se sont produits depuis la dernière session de l'Assemblée générale ont prouvé, une fois encore, que le régime de Pretoria n'a pas l'intention de modifier sa politique et qu'il fait tous les efforts possibles pour consolider le système odieux d'*apartheid* aux dépens de la population autochtone sud-africaine.

17. Au cours de cette année, la situation en Afrique du Sud a continué à préoccuper profondément les Nations Unies. Comme on peut le voir en lisant le rapport du Comité spécial contre l'*apartheid*, le régime raciste d'Afrique du Sud n'a pas modifié son attitude. Au contraire, il a renforcé les mesures de répression contre les adversaires de l'*apartheid*, dont un exemple funeste en est l'exécution de Solomon Mahlangu, en dépit des appels réitérés et des exigences formulées par la communauté internationale visant à empêcher l'exécution de combattants de la liberté. L'Afrique du Sud a poursuivi sa politique de bantoustanisation du pays en proclamant illégalement la prétendue indépendance du Venda. En outre, les agressions sauvages perpétrées contre les Etats africains voisins, notamment contre l'Angola et la Zambie, ainsi que les massacres d'innocents prouvent la nature barbare du régime sud-africain.

18. Les informations récentes concernant une explosion nucléaire en Afrique du Sud révèlent un danger aux proportions encore plus grandes. Ma délégation a d'ores et déjà signalé à plusieurs reprises que si le régime de Pretoria se dotait d'armes nucléaires, cela constituerait la menace la plus directe à la sécurité des Etats africains, provoquerait une escalade importante dans l'instabilité et les tensions qui existent déjà en Afrique australe, et intensifierait également la menace nucléaire à l'échelle mondiale.

19. Tandis que nous célébrons l'Année internationale de l'enfant, il est essentiel que nous accordions une attention particulière au sort des enfants opprimés par le régime d'*apartheid* en Afrique du Sud. A ce propos, il est extrêmement révélateur de lire les conclusions du Séminaire international sur les enfants opprimés par l'*apartheid*, qui s'est tenu au siège de l'UNESCO, à Paris, du 18 au 20 juin

1979. Ce séminaire a conclu [voir A/34/512, annexe] que dans tous les domaines — santé, éducation, famille et relations sociales — les enfants sud-africains étaient privés du droit à une existence normale. En outre, les enfants noirs sont l'objet de la violence du régime d'oppression brutale de l'*apartheid*; c'est ainsi que des centaines d'entre eux ont été emprisonnés, torturés, voire tués. Il est encore plus consternant d'apprendre que près de 650 000 enfants africains, âgés de 10 à 15 ans, travaillent dans des fermes dont les propriétaires sont des Blancs. Très souvent, ces enfants sont obligés de travailler contre leur gré, et l'on a des preuves qu'ils subissent des châtiments brutaux, pouvant les conduire à la mort ou à l'invalidité permanente.

20. Ma délégation est convaincue qu'il serait futile et naïf d'attendre que le système d'*apartheid* se transforme de lui-même progressivement. Comme l'a déclaré la sixième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à La Havane du 3 au 9 septembre 1979 :

“l'ensemble de l'Afrique australe constitue un seul et même théâtre d'opérations qui a son centre stratégique dans l'Afrique du Sud de l'*apartheid*. La liberté, la paix, la sécurité et le progrès ne pourront être assurés en Afrique australe si le système de l'*apartheid*, qui institutionnalise la discrimination raciale, l'exploitation et l'oppression, n'est pas écrasé et remplacé par un Etat démocratique dont la politique soit conforme aux principes de l'OUA, du mouvement non aligné et des Nations Unies” [voir A/34/542, annexe, sect. I, par. 78].

21. La pression qu'exercent les forces morales et les mesures positives prises par la communauté internationale doivent être encore plus effectives pour obliger le régime sud-africain à mettre fin aux injustices de son système. Des mesures significatives à cet égard doivent être adoptées, avant qu'il ne soit trop tard, afin d'éliminer ce système inhumain de discrimination raciale en Afrique du Sud. Nous avons, en la matière, une responsabilité plus grande que jamais. L'Assemblée générale doit faire tout ce qui est à sa portée pour obtenir de réels progrès et modifier le sort de la majorité noire d'Afrique du Sud.

22. Il est bien connu que le système d'*apartheid* peut commettre ses crimes parce qu'il a des bases économiques très solides. La situation qui prévaut actuellement en Afrique du Sud et en Namibie donne une bonne occasion à la minorité blanche et aux sociétés transnationales d'exploiter impitoyablement les ressources naturelles des territoires occupés et d'en retirer des bénéfices extrêmement élevés. Ce n'est pas un secret que de dire que les intérêts économiques, militaires ou autres de certains Etats occidentaux sont servis par le maintien de l'*apartheid* en Afrique du Sud, ainsi que par la prolongation de l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud. Le régime raciste se trouve donc constamment aidé et renforcé par les pays qui veulent sauvegarder leurs intérêts économiques par le truchement d'un grand nombre de sociétés transnationales. Voilà comment ces pays contribuent pour leur part à violer de manière si flagrante les droits de l'homme dans une situation où la majorité de la population est exploitée comme source de main-l'œuvre à bon marché. L'accès aux ressources naturelles et aux terres riches et fertiles est réservé aux Blancs seulement, tandis que la population autochtone se voit obligée de souffrir dans des réserves stériles ou dans des bantoustans.

23. La situation existante ne peut être modifiée que par les mesures prévues par les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale. La Pologne appuie les justes revendications des Etats africains en vue d'appliquer à l'encontre du régime sud-africain les sanctions obligatoires prévues au Chapitre VII de la Charte.

24. La mise en œuvre de telles mesures nécessite sans nul doute une volonté politique de la part de tous les Etats Membres d'agir de façon décisive contre le régime d'*apartheid*. A ce propos, il faut souligner l'importance toute particulière de la nécessité d'accroître la prise de conscience de l'opinion publique des pays qui fournissent une aide économique et militaire au régime raciste, et de permettre à ces pays de mieux comprendre la véritable nature de l'*apartheid*. Les Etats doivent d'ailleurs y veiller en vertu des dispositions de la Déclaration sur la préparation des sociétés à vivre dans la paix, que l'Assemblée générale a adoptée l'année dernière, par sa résolution 33/73, et où il est stipulé, entre autres, que :

“Tous les Etats ont le devoir de prévenir toutes les manifestations et pratiques du colonialisme, ainsi que le racisme, la discrimination raciale et l'*apartheid*, comme étant contraires au droit des peuples à l'autodétermination et aux autres droits de l'homme et libertés fondamentales.”

25. Conscient de sa propre expérience historique, amère et bien connue, le peuple de Pologne éprouve une sympathie particulière envers les peuples opprimés qui luttent contre le colonialisme et la discrimination raciale. C'est pourquoi je tiens à réaffirmer l'entière solidarité de la Pologne et son appui à la juste lutte du peuple opprimé d'Afrique du Sud.

26. Avant de conclure, je tiens, au nom de ma délégation, à féliciter le Comité spécial contre l'*apartheid* des efforts inlassables qu'il fait en vue d'encourager et de stimuler une action internationale concertée pour lutter contre le phénomène humiliant de l'*apartheid*. A notre avis, les conclusions et recommandations du Comité, contenues dans son rapport, méritent d'être étudiées en profondeur et d'être soutenues par l'Assemblée générale. Nous sommes certains que le travail utile du Comité spécial, sous la nouvelle présidence de M. Clark, se poursuivra de manière tout aussi énergique.

27. M. SAMHAN (Emirats arabes unis) [interprétation de l'arabe] : Qu'il me soit permis de dire toute notre appréciation et notre gratitude au Comité spécial contre l'*apartheid* pour les efforts qu'il déploie en vue de dégager clairement les dangers de l'*apartheid* non seulement en Afrique du Sud, mais dans d'autres régions du monde. La discussion de ce point en séance plénière prouve l'intérêt particulier que porte la communauté internationale à cette question.

28. Notre pays partage ce grand intérêt, non seulement en raison de notre engagement total vis-à-vis de la cause de la liberté et de la justice dans le monde, mais aussi à cause des circonstances qui prévalent dans certains pays du monde et qui sont directement opposées aux exigences de la dignité humaine.

29. L'Assemblée générale a adopté une série de résolutions condamnant l'*apartheid* et demandant qu'il y soit mis

fin. Il y a consensus pour dire que l'*apartheid* est une honte pour l'humanité tout entière et constitue une violation des principes de l'égalité et de la justice qui sont les fondements de l'existence de la société civilisée. Il est paradoxal qu'un régime aussi odieux continue d'exister en cette période de l'histoire du monde, qui se fonde sur le renforcement de la justice et sur l'élimination de l'injustice et de toute atteinte à la dignité humaine.

30. Au cours des dernières décennies, les valeurs et les principes sur lesquels reposent les relations humaines ont subi de profonds changements — et ceux-ci mettent l'accent sur l'esprit de coopération et d'unité.

31. Notre objectif commun est de libérer l'homme de l'oppression, de la persécution et de l'exploitation, car nous estimons que la liberté politique et l'égalité sociale et économique, de même que l'indépendance nationale, sont les thèmes principaux de l'histoire moderne et les éléments fondamentaux de la société contemporaine et des relations internationales.

32. Malgré cette évolution, nous nous devons tous de faire face à l'oppression raciste en Afrique du Sud. Cette oppression découle d'un instinct primitif et d'une attitude odieuse et barbare qui prévalaient dans le passé. Le niveau de la persécution à laquelle se livre le régime sud-africain s'élève à mesure que s'intensifie la lutte contre ce régime. Les massacres répétés que connaît cette région nous rappellent ceux qui sont morts parce qu'ils ont lutté contre ce régime. Nous devons nous poser la question suivante : comment peut-on permettre que survive un régime pareil, qui représente un affront pour l'humanité civilisée ?

33. Le régime raciste de Pretoria s'épanouit, car il sait pertinemment que les pays qui sont en mesure d'exercer des pressions sur lui ne sont pas disposés à abandonner leurs intérêts économiques, qui sont à l'origine de sa survie. C'est pourquoi la communauté internationale a le devoir de demander pourquoi certains Etats poursuivent pareille politique alors que le monde entier condamne cette exploitation odieuse. Pourquoi ces Etats continuent-ils leur collaboration sur les plans économique, politique et nucléaire avec l'Afrique du Sud ? Il n'est que normal qu'un tel régime trouve aide et appui auprès de cet autre régime raciste qu'est celui d'Israël. Et le rapport spécial faisant l'objet du document A/34/22/Add.1, en date du 2 novembre 1979, illustre ce fait et nous dispense d'en traiter.

34. Notre délégation continue à croire que l'*apartheid* est la raison principale de la détérioration de la situation politique en Afrique du Sud. Cette situation constitue un grave danger pour la paix et la sécurité internationales. Nous nous devons d'appuyer le peuple opprimé d'Afrique du Sud dans la lutte juste et légitime qu'il mène pour l'autodétermination et l'indépendance. Dans les conditions actuelles, le Conseil de sécurité, en particulier, se doit également de prendre des mesures efficaces pour faire face au défi que lui lancent les politiques inhumaines d'*apartheid* et de racisme institutionnel en Afrique du Sud. Et c'est seulement ainsi que le Conseil de sécurité pourra s'acquitter des responsabilités essentielles qui lui incombent en vertu de la Charte des Nations Unies. De même, les pays qui prêtent assistance et appui à l'Afrique du Sud se doivent de réviser leur politique à l'égard de ce régime.

35. La lutte du peuple de l'Afrique du Sud pour la libération sera sans aucun doute couronnée de succès, parce qu'il s'agit d'une cause de justice et de droit, et aucune collectivité humaine donnée, aucune race, quelque supérieure et forte qu'elle puisse se croire, ne peut continuer éternellement à jouir de la spoliation des droits inaliénables d'autrui. A quelque degré que l'Afrique du Sud pousse l'intensification de ses actes de répression des masses qui luttent en Namibie et en Afrique du Sud, elle ne pourra pas empêcher ces peuples d'obtenir leur indépendance.

36. Pour terminer, je voudrais confirmer l'attitude de mon pays qui appuie la lutte des peuples en Afrique australe. Comme par le passé, l'Etat des Emirats arabes unis n'épargnera aucun effort pour prêter l'assistance nécessaire aux peuples opprimés de l'Afrique du Sud, de la Namibie et du Zimbabwe, en conformité avec les nobles principes et les objectifs supérieurs de la Charte des Nations Unies.

37. M. HOLLAI (Hongrie) [*interprétation de l'anglais*] : L'élimination finale du racisme et de la discrimination raciale ainsi que la liquidation des derniers vestiges du système colonial, en tout premier lieu en Afrique australe, sont parmi les problèmes les plus urgents de notre temps. La solution de ces problèmes est considérée comme étant une tâche très importante par tous ceux qui œuvrent pour le progrès de l'humanité vers un système social d'une plus grande justice.

38. Il est évident que les grandes puissances impérialistes ne vont pas, de leur propre chef, abandonner les positions qu'elles détiennent dans les régions encore soumises au système colonial. Nous devons combattre, d'abord et surtout, le régime sud-africain, qui en est la tête de pont.

39. L'Organisation des Nations Unies fait des efforts de plus en plus importants pour mettre au point un boycottage total du régime d'*apartheid* et pour l'éliminer une fois pour toute de la surface de la terre. Cependant, le Gouvernement hongrois est profondément préoccupé de voir que, bien que l'Organisation fasse tout ce qu'elle peut pour les peuples opprimés d'Afrique du Sud, la terreur continue à régner dans toute son ampleur, entraînant une situation de plus en plus grave et explosive dans cette partie du continent africain. Une étude attentive du rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* [A/34/22] révèle à nouveau les causes évidentes ainsi que toute l'histoire de cette situation et elle montre et prouve que, avec l'appui des grandes puissances capitalistes, le régime sud-africain a pu constituer le plus grand arsenal militaire d'Afrique et a pu créer la plus forte armée de mercenaires sur le continent, avec, même, la capacité de produire des armes nucléaires.

40. Je voudrais maintenant évoquer la déclaration du Président du Comité spécial contre l'*apartheid*, qu'il a faite ici même le 26 octobre 1979, à la 47^e séance, où il a dit, notamment, que l'Afrique, au fil des années, n'avait cessé de tirer le signal d'alarme, parce que le régime raciste sud-africain, avec l'aide de certaines puissances occidentales, se préparait à introduire les armes nucléaires sur le continent. Quand, en août 1977, il est devenu évident que l'Afrique du Sud envisageait de procéder à une explosion nucléaire dans le désert du Kalahari, en Namibie, la seule partie du Territoire sous le contrôle et la juridiction de l'Organisation des Nations Unies, quelques faibles efforts

avaient été faits pour prêter attention aux protestations des Africains, mais aucune action concrète n'avait été entreprise par ses collaborateurs occidentaux pour mettre fin aux transactions nucléaires avec l'Afrique du Sud. Or, maintenant, l'Assemblée générale a invité le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à mener une enquête afin de déterminer si l'Afrique du Sud avait vraiment fait exploser un engin nucléaire [décision 34/404].

41. M. Clark, du Nigéria, parlant en sa qualité de président du Comité spécial contre l'*apartheid*, l'a expliqué clairement :

“Nous savions alors, comme nous le savons aujourd'hui, que son seul objectif, en se dotant d'une capacité nucléaire, était de menacer l'Afrique et de la soumettre à un chantage parce que l'Afrique s'oppose à l'inhumaine politique d'*apartheid* de l'Afrique du Sud. Nous avons souligné alors... que, malgré les démentis de l'Afrique du Sud et de ses complices occidentaux dans cette stratégie diabolique, l'Afrique du Sud ne peut avoir de programme d'armement nucléaire que grâce à l'aide de la coopération dont elle a toujours bénéficié de la part de certaines puissances occidentales...” [voir 47e séance, par. 13.]

42. Ces faits montrent à tous pourquoi et comment le régime raciste minoritaire d'Afrique du Sud peut recourir aux méthodes les plus sommaires de terrorisme afin de maintenir son pouvoir fondé sur l'oppression et l'exploitation brutales de la population noire en Afrique. Il n'est pas exagéré de dire que la République sud-africaine constitue en fait un camp de concentration pour la population autochtone.

43. Il est extrêmement regrettable que, malgré la politique odieuse du régime raciste et malgré ses violations grossières et massives des droits de l'homme, les puissances impérialistes appuient de toutes leurs forces ce régime. Ces puissances, qui très souvent s'érigent en protecteurs des droits de l'homme, maintiennent des relations très étroites avec le régime raciste, en violation flagrante des résolutions et des décisions pertinentes de l'ONU et de la Charte des Nations Unies.

44. Dans toutes les instances, la République populaire hongroise s'oppose toujours aux différentes formes de racisme, surtout à l'*apartheid*, sa manifestation extrême. Guidée par sa position de principe, le Gouvernement hongrois participe activement à la lutte internationale destinée à liquider les derniers vestiges du colonialisme et toutes les formes de discrimination raciale.

45. Le Gouvernement et l'opinion publique de Hongrie se sont toujours rangés aux côtés du peuple africain et d'autres peuples et les ont soutenus dans leur lutte héroïque contre le colonialisme et la discrimination raciale. Le Gouvernement hongrois et le peuple hongrois, conformément à leur politique étrangère anti-impérialiste et anticolonialiste et dans les limites de leurs possibilités, assistent sur le plan moral et financier les peuples et les mouvements de libération qui luttent contre le colonialisme, le racisme et l'agression étrangère.

46. Conformément aux résolutions pertinentes de l'ONU, le Gouvernement hongrois reconnaît le droit des peuples

qui luttent pour leur indépendance et leur libération de l'oppression coloniale et étrangère et qui utilisent tous les moyens à leur disposition, y compris la lutte armée, le cas échéant.

47. En qualité de membre fondateur du Comité spécial contre l'*apartheid*, la République populaire hongroise a adhéré à toutes les grandes conventions internationales qui ont été conclues afin de mettre en application l'égalité des droits civils et d'éliminer toute discrimination à l'encontre des citoyens fondée sur des critères de race, de sexe, de nationalité, etc., et ce, dans tous les domaines de la vie. Je songe notamment au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels [résolution 2200 A (XXI)], à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide [résolution 260 A (III), annexe], à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale [résolution 2106 A (XX), annexe] et à la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid* [résolution 3068 (XXVIII), annexe].

48. Le Gouvernement hongrois continuera comme par le passé à observer strictement les décisions et les recommandations des Nations Unies en ce qui concerne l'application des sanctions économiques, diplomatiques et autres contre les régimes racistes en Afrique australe.

49. M. MUNTASSER (Jamahiriya arabe libyenne) [interprétation de l'arabe] : L'Organisation des Nations Unies a compris, dès sa création, le caractère odieux de la politique d'*apartheid* que le régime minoritaire raciste de l'Afrique du Sud n'a cessé de poursuivre et c'est ainsi que cette question a fait l'objet d'amples discussions et a été régulièrement et officiellement inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée générale des Nations Unies depuis 1952.

50. Il est déplorable que le XXe siècle soit témoin de pratiques immorales appliquées au peuple de l'Afrique du Sud pour le priver de ses droits les plus légitimes et les plus élémentaires, au moment où l'homme réalise des miracles dans différents domaines et où il parvient au faîte du progrès scientifique et technique, qu'il met au service de son bien-être et de son développement.

51. Le régime de Pretoria, édifié sur des bases racistes, promulgue des lois de caractère discriminatoire, fondées sur la couleur et la race, de manière qu'une minorité blanche, dont la proportion ne dépasse guère 20 p. 100 du nombre des habitants, parvienne à imposer sa domination aux habitants africains qui constituent la majorité écrasante. Ce régime continue à défier la volonté de la communauté internationale, faisant fi de toutes les valeurs humaines et violant la Charte des Nations Unies, qui est l'expression des espoirs et des aspirations de l'humanité.

52. La violation des principes élémentaires fondamentaux des droits de l'homme en Afrique du Sud est une honte pour la race humaine. En effet, les droits du peuple africain sont violés quotidiennement, au vu et au su de la communauté internationale. La population africaine est soumise à toutes les manifestations de l'injustice, de la persécution et de l'exploitation. En Afrique du Sud, les autochtones, qui constituent plus de 75 p. 100 de la

population, vivent en permanence dans des bantoustans et sur des emplacements qui ne dépassent guère 13 p. 100 de la superficie totale du territoire africain, alors que la minorité blanche occupe 87 p. 100 du territoire, qui produit 97 p. 100 du revenu. Toutes ces contradictions ont suscité une atmosphère anormale qui contraint les Africains à émigrer à la recherche de travail dans les mines, les plantations et les usines que possèdent les Blancs et où l'Africain est exploité comme main-d'œuvre à bon marché alors qu'on lui dénie le droit de jouir des richesses de sa terre. Ainsi le propriétaire de la terre vit sur elle en étranger, alors que le Blanc en dispose comme bon lui semble, assurant ainsi sa supériorité sur l'Africain grâce à sa jouissance de la position de seigneur dont le revenu annuel augmente et dont le niveau de vie progresse.

53. Les pratiques qui permettent à la minorité blanche d'exploiter la majorité et de promulguer des lois injustes qui assurent la prospérité de la minorité blanche et l'exploitation des ressources naturelles et du potentiel humain des autochtones, tout en leur donnant un caractère légal, constituent une violation flagrante de toutes les valeurs et de tous les principes reconnus par l'humanité. Les documents du Comité spécial des Nations Unies contre l'*apartheid* constituent une condamnation expresse de la politique d'*apartheid* pratiquée par le régime de Pretoria et les pays qui lui sont alliés et sans l'aide desquels il n'aurait pas pu continuer de défier la volonté internationale. Les intérêts de ces pays sont liés à l'existence de ce régime auquel il prête assistance dans le domaine militaire, politique et économique. En dépit des efforts des Nations Unies pour isoler le régime raciste d'*apartheid*, les statistiques indiquent une recrudescence des échanges commerciaux entre les pays occidentaux et le régime de Pretoria. De plus, les sociétés transnationales jouent un rôle important dans l'appui économique prêté à l'Afrique du Sud et dans le drainage des ressources naturelles du pays.

54. Les Nations Unies ont largement contribué à faire condamner la politique raciste détestable et à en dévoiler les méthodes. Les débats de l'Assemblée générale relatifs à cette question ont pris un cours positif lorsque fut créé, en 1962, le Comité spécial des Nations Unies contre l'*apartheid* [résolution 1761 (XVII)]. Les discussions de cette question par les Nations Unies ont eu pour résultat d'éclairer l'opinion publique mondiale sur la politique raciste détestable de l'Afrique du Sud et ont contribué efficacement à l'éloge de la lutte du peuple africain dans la résistance héroïque et juste et son refus des pratiques inhumaines auxquelles il est soumis. Plusieurs initiatives ont été prises par les Nations Unies pour rejeter cette politique, parmi lesquelles on peut citer l'adoption de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid*; l'invitation, à la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale¹, des mouvements de libération de l'Afrique du Sud reconnus par l'Organisation de l'unité africaine [OUA] — l'African National Congress of South Africa et le Pan Africanist Congress of Azania — à participer à titre d'observateurs aux discussions sur l'*apartheid* à la Commission politique spéciale; le rejet, à la même session²,

des pouvoirs des délégués de l'Afrique du Sud, et la discussion de ce point directement en séance plénière de l'Assemblée depuis la trente et unième session. Tout cela a eu des résultats positifs pour l'appui à la lutte contre l'*apartheid*. En 1977, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité la résolution 418 (1977) au sujet de l'interdiction d'envoi d'armes à l'Afrique du Sud. Cette interdiction répondait à un désir longtemps exprimé par l'Organisation internationale dans ses délibérés. Il ne fait pas de doute que cette résolution a une importance extrême pour les efforts déployés en vue d'isoler le régime d'*apartheid*. Elle constitue le début d'autres mesures prises en application du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, dont la mise en œuvre stricte aura des résultats positifs pour mettre fin à la tyrannie du régime raciste fasciste qui dépense des sommes énormes pour l'acquisition d'armes et l'accroissement de son potentiel militaire. D'après le rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [A/34/23/Rev.1, chap. VI], les dépenses militaires de l'Afrique du Sud se sont accrues dans une proportion record, car elles atteindront, pour la période 1979-1980, 2 milliards de rand, soit un sixième du budget général de l'Afrique du Sud pendant cette même période.

55. La communauté internationale a pris conscience du danger que représente le cours suivi par l'Afrique du Sud dans le domaine de l'armement et, notamment, dans celui du développement de sa capacité nucléaire, car les experts qui ont pris part au Séminaire des Nations Unies sur la collaboration avec l'Afrique du Sud dans le domaine nucléaire, tenu à Londres les 24 et 25 février 1979³, ont affirmé que l'Afrique du Sud est en mesure de produire une arme nucléaire d'un degré raisonnablement évolué. Ce que les experts avaient prévu est devenu presque une certitude, car les médias ont fait savoir que l'Afrique du Sud a récemment procédé à une explosion nucléaire. Il ne fait pas de doute que, si cette nouvelle est confirmée, il s'agit là d'une grave menace à la sécurité et à la paix internationales et d'une situation qui aura des résultats très graves pour le peuple africain, en Afrique du Sud et dans les Etats de première ligne en particulier, et pour le monde en général.

56. Nous ne manquerons pas de signaler une vérité connue de tous, à savoir que le régime de Pretoria n'aurait pas pu réaliser ce à quoi il est parvenu dans le domaine nucléaire sans l'assistance technique des Etats occidentaux. En conséquence, les Etats qui prêtent un appui technique et matériel à l'Afrique du Sud dans ce domaine portent la responsabilité directe de ces développements, qui menacent la sécurité internationale et contribuent à la consécration de la domination du régime minoritaire raciste sur les peuples de l'Afrique du Sud.

57. L'Organisation des Nations Unies a, à maintes reprises, fait savoir par le Secrétaire général que la situation en Afrique du Sud devient de plus en plus grave, mettant en danger la paix dans la région et dans le monde entier. Le Secrétaire général a récemment exprimé son pessimisme

¹ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, 2254^e séance.

² Ibid., 2281^e séance.

³ Voir Documents officiels du Conseil de sécurité, trente-quatrième année, Supplément de janvier, février et mars 1979, document S/13157.

quant à la politique d'*apartheid* dans son rapport sur l'activité de l'Organisation, lorsqu'il a dit :

“Notre objectif devrait être d'assurer un avenir stable et prospère à l'Afrique australe tout entière. Or cela ne saurait être aussi longtemps que l'*apartheid* subsistera. L'un des principaux problèmes qui se pose aux Nations Unies et à tous les peuples de la région est la nécessité absolue de modifier la situation raciale qui existe en Afrique australe de façon que les hommes et les femmes des différentes races puissent coexister et exercer leurs droits dans l'égalité.” [Voir A/34/1, sect. III.]

58. De même que l'Organisation des Nations Unies a exprimé son inquiétude à l'égard de la politique d'*apartheid* adoptée par l'Afrique du Sud, je tiens à signaler les autres conférences internationales tenues à ce sujet en solidarité avec le peuple africain, dont la Conférence internationale sur la communauté économique européenne et l'Afrique du Sud, tenue les 27 et 28 janvier 1979, à Dublin, et la session extraordinaire du Comité spécial contre l'*apartheid*, tenue à Kingston (Jamaïque) du 22 au 25 mai 1979. Ces réunions ont conduit à l'adoption de déclarations et programmes d'action qui nous confirment la détermination de la communauté internationale de rejeter le racisme et de poursuivre la lutte pour en venir à bout. Le monde entier a condamné l'*apartheid* non seulement comme crime odieux contre l'humanité, mais aussi comme menace à la paix et à la sécurité internationales; et partant, nous devons travailler sérieusement à l'intensification des efforts déployés pour extirper ce mal.

59. Au moment où l'opinion publique mondiale est unanime à condamner la coopération avec le régime raciste de l'Afrique du Sud, une coopération étroite et croissante est apparue clairement, particulièrement au cours des dernières années, entre le régime raciste de Pretoria et l'entité sioniste raciste en Palestine occupée. Les similitudes entre les deux régimes n'échappent à personne. Elles ont été confirmées par la résolution 3379 (XXX) de l'Assemblée générale, qui affirme que le sionisme est une forme de racisme; la coopération entre les deux régimes est chose normale. En effet, tous deux se fondent sur l'expulsion des habitants autochtones de leurs terres, sur des bases racistes et des lois qui établissent la discrimination entre les colons et les habitants autochtones. Les deux régimes pratiquent une politique de répression et de terrorisme contre les habitants autochtones dans une tentative désespérée de venir à bout de leur lutte. Mais les choses ne s'arrêtent pas là. En effet, les pays voisins sont attaqués par ces deux régimes, sous prétexte de poursuivre ceux qui luttent avec honneur. La meilleure preuve en est dans les pratiques d'agression récemment perpétrées contre l'Angola par le régime raciste sud-africain et qui ont été condamnées par le Conseil de sécurité, en dépit des réserves des Etats-Unis, de la France et du Royaume-Uni, qui mettent en évidence leur attitude à l'égard de la question du racisme et l'étendue de leur engagement et de leur alliance étroite avec les régimes racistes. Les rapports du Comité spécial des Nations Unies contre l'*apartheid*, et notamment le rapport spécial portant la cote A/34/22/Add.1, contiennent des informations complètes sur la coopération et l'alliance entre les deux régimes. La poursuite de cette coopération est un défi aux résolutions de l'ONU et de l'OUA, ainsi que du mouvement des

pays non alignés, qui ont tous condamné à maintes occasions cette alliance exécrationnelle.

60. Enfin, je voudrais exprimer notre appréciation des efforts déployés par le Comité spécial contre l'*apartheid*, sous la présidence de M. B. Akporode Clark, représentant permanent de la république sœur du Nigéria, auquel nous souhaitons de nouveaux succès et de nouveaux progrès au service de cette cause humanitaire.

61. M. ILLUECA (Panama) [*interprétation de l'espagnol*] : Depuis 1946, lorsque l'Inde a dénoncé la politique raciale de l'Afrique du Sud⁴, le Panama s'est rangé aux côtés des pays qui ont pris l'initiative de lutter et de protester contre le système infâme d'*apartheid*. Depuis lors, tant à l'Organisation des Nations Unies que dans toutes les conférences internationales, le Panama a participé aux efforts entrepris afin que la communauté internationale utilise de façon décisive les moyens de coercition dont elle dispose légalement, y compris les sanctions économiques, pour obliger la minorité raciste au pouvoir à reconnaître les droits de l'immense majorité des Sud-Africains qu'elle opprime à son avantage.

62. Cette activité de longue date et constante peut être considérée comme un motif de satisfaction, parce qu'elle montre que nous avons fait notre devoir et que nous sommes animés de nobles idéaux. Mais, en vérité, nous ne sommes pas venus ici pour nous féliciter, pour dire que nous étions parmi les premiers et que nous nous sommes trouvés à l'avant-garde de cette lutte. Nous sommes venus ici pour réfléchir aux résultats obtenus, pour procéder à l'évaluation de l'efficacité des mesures adoptées et rechercher de nouveaux moyens d'action. Le fait est que, si nous pouvons compter sur certains résultats positifs — compte tenu de la relativité des choses —, dans d'autres domaines de la lutte contre le racisme, nous constatons, en ce qui concerne l'Afrique du Sud où le régime de Pretoria exerce son influence néfaste, que nos efforts semblent se heurter à une muraille d'intérêts acquis qui permettent à une minorité raciste de défier la majorité du monde ici représentée.

63. Il y a peu de temps, dans son rapport sur l'activité de l'Organisation, le Secrétaire général, parlant de la question du Zimbabwe et de la Namibie, se plaignait du fait que la situation était critique parce qu'il ne saurait y avoir de véritable solution à ce problème si les décisions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité ne sont pas respectées de façon satisfaisante, autrement dit si la volonté de la majorité de la population ne trouve pas sa véritable expression dans les formes de gouvernement qu'elle désire établir. Le Secrétaire général ajoutait :

“Si l'on n'y parvient pas à bref délai, on risque fort de voir le bénéfice de tous les progrès réalisés jusqu'à présent se perdre dans le sang, le désordre et la ruine, avec ce que cela comporte de graves dangers pour la sécurité de la région tout entière.” [Voir A/34/1, sect. III.]

64. D'autre part, les incursions des racistes dans le territoire d'autres Etats, avec leurs séquelles de mort et de destruction, signifient qu'ils se considèrent à l'abri de toute

⁴ Voir document A/149.

mesure visant à les obliger à respecter les droits de l'homme et les principes démocratiques.

65. Ces crimes répétés des racistes, en ce qui concerne tant l'ordre interne que l'ordre international, ont une origine commune et un nom : *apartheid*. Il n'y a pas à tergiverser : tant que le Gouvernement sud-africain ne sera pas contraint, par une action internationale, à modifier radicalement sa conception de la société, ses préjugés raciaux et son monstrueux système de gouvernement, il ne pourra y avoir de paix ni de sécurité en Afrique australe. Et en énonçant cette vérité incontestable, nous nous trouvons devant un sujet grave, qui soulève des questions délicates.

66. Comment se peut-il que, depuis 33 ans que la première résolution condamnant l'Afrique du Sud a été adoptée [résolution 44 (I)], ce gouvernement minoritaire de racistes se soit maintenu au pouvoir et ait augmenté ses forces militaires jusqu'à se trouver sur le point de se doter, s'il ne l'a déjà fait, de l'arme atomique ?

67. En formulant cette question, il faut immédiatement ajouter que la majorité des Etats membres de notre organisation ne sont pas responsables du fait que le régime d'*apartheid* continue de se maintenir. Mais cela ne vaut pas pour certains Etats qui, contrairement à la volonté de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, et par des transactions indirectes, sinon en ayant recours à des arguties juridiques, ont continué à trafiquer avec l'Afrique du Sud en lui offrant un appui tacite mais efficace.

68. Il est scandaleux de penser qu'en dépit de la résolution 181 (1963) du Conseil de sécurité, adoptée voici 16 ans maintenant, demandant à tous les Etats de mettre fin à la vente et à l'expédition d'armes, de munitions de tous types et de véhicules militaires à l'Afrique du Sud — cette interdiction a été réitérée et renforcée en 1964, 1970 et 1972 — l'Afrique du Sud a augmenté sa puissance militaire.

69. En 1976, après les massacres à Soweto et dans d'autres régions, le Conseil de sécurité, par sa résolution 392 (1976), dont mon pays était l'un des auteurs, avec le vôtre, monsieur le Président, a, une fois de plus, manifesté son rejet du gouvernement raciste de l'Afrique du Sud, le condamnant pour avoir recouru à des actes de violence massive et au meurtre d'Africains, y compris des écoliers, des étudiants et autres, qui marquaient leur opposition à la discrimination raciale, et a en outre réaffirmé que la politique d'*apartheid* était un crime contre la conscience et la dignité de l'humanité et troublait gravement la paix et la sécurité internationales.

70. Un an plus tard, ce même Conseil de sécurité, par sa résolution 417 (1977), dont le Panama était également l'un des auteurs, exigeait que le Gouvernement sud-africain cesse ces actes ignobles, libère les prisonniers politiques et mette fin à la violence aveugle contre les adversaires de l'*apartheid*, à l'assassinat de détenus et à la torture de prisonniers politiques. Il lui demandait également d'arrêter ses mesures d'interdiction contre les organes d'information et d'abandonner le système d'"éducation bantoue", de mettre fin à la politique d'*apartheid* et d'assurer le gouvernement par la majorité, sur la base de la justice et de l'égalité. A cet égard, le Conseil de sécurité a demandé à tous les gouvernements et organisations d'adopter toutes les mesures appropriées

pour mettre en œuvre un programme d'action permettant d'atteindre ces objectifs.

71. Cette même année, le Conseil de sécurité, en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, a, par sa résolution 418 (1977) dont mon pays était l'un des auteurs, imposé un embargo obligatoire sur les armes à l'Afrique du Sud, afin de veiller à ce que toutes les formes de coopération militaire entre le régime de Pretoria et le régime de Smith prennent fin.

72. Mais si le gouvernement raciste se maintient au pouvoir en dépit des résolutions du Conseil de sécurité, l'explication doit en être trouvée dans les complicités internationales qui tournent en dérision, d'une façon ou d'une autre, la volonté de la majorité écrasante des Membres de l'Organisation des Nations Unies.

73. Plus récemment, l'Assemblée générale, par ses résolutions 32/105 G, en date du 14 décembre 1977, et 33/183 E, en date du 24 janvier 1979, demandait à tous les Etats Membres de prendre des mesures appropriées pour imposer un embargo total sur le pétrole destiné à l'Afrique du Sud et, de même, dans la dernière de ces résolutions — avec seulement six voix contre — demandait au Conseil de sécurité d'examiner d'urgence l'imposition d'un embargo obligatoire sur les livraisons de pétrole et de produits pétroliers à l'Afrique du Sud, conformément aux dispositions du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

74. Il est évident que, si l'embargo sur le pétrole contre l'Afrique du Sud se concrétise, la situation du régime raciste sud-africain sera intenable. Ma délégation estime qu'il faut mettre en œuvre cette résolution et souligner ses objectifs, car elle renferme le véritable moyen de mettre fin au cancer de l'*apartheid*. Et que les Pharisiens qui nous disent que les populations d'Afrique du Sud en souffriront se taisent, car il ne peut y avoir de souffrances plus grandes que celles que subit à l'heure actuelle la grande majorité africaine, sans le moindre espoir de voir ébranlées les bases de la puissance mécanique et militaire de ses oppresseurs.

75. Il faut que nous invitions, que nous priions d'urgence, que nous conjurons toutes les nations qui sont en mesure de le faire, d'obliger une fois pour toutes le Gouvernement de Pretoria, source de tous les maux existants en Afrique australe, à abandonner sa conception sociale barbare. Le cas de l'Afrique du Sud, de par ses origines, à cause de ce mythe ténébreux de la supériorité d'une race sur l'autre qui inspire la minorité au pouvoir et à cause des manifestations cruelles de son abominable système d'*apartheid*, que l'on a organisé et que l'on essaie de perpétuer, constitue l'un des faits les plus ignominieux de notre temps.

76. Lorsque les années auront passé, lorsque les souffrances et les humiliations des peuples de l'Afrique du Sud ne seront plus que souvenirs, qu'une page du passé, l'historien de l'avenir aura beaucoup de peine à comprendre qu'un tel régime ait pu exister au même moment, à la même époque où des vaisseaux spatiaux, lancés de notre planète, s'approchaient de Jupiter et de Saturne, et où la science, dans les laboratoires, faisait éclater les mythes raciaux et confirmait l'origine commune de notre espèce.

77. Les citoyens des petits pays, seuls, ne peuvent faire grand-chose pour mettre un terme à la situation mons-

trueuse existant en Afrique du Sud. Nos ressources limitées ne nous permettent pas d'agir directement et efficacement dans le domaine des sanctions économiques; mais nous pouvons, par contre, unis dans un chœur unanime, demander aux grandes puissances, avec force, qu'elles réunissent tous les moyens dont elle disposent pour éliminer le régime raciste de l'Afrique du Sud.

78. Si ces puissances utilisaient les moyens dont elles disposent, le sort de l'*apartheid* serait réglé rapidement. Ce sont elles, et elles seules, qui détiennent entre leurs mains la solution de ce problème. Quand je parle de solution, j'entends la solution pacifique, car l'autre, celle d'une vaste rébellion populaire, ne tardera pas si les choses continuent d'être ce qu'elles ont été jusqu'à présent et si les résolutions des principaux organes de l'ONU restent lettre morte.

79. Il ne faut pas perdre de vue que, comme le craint le Secrétaire général, la patience des peuples africains, leur résistance aux mesures vexatoires et aux humiliations qui leur sont imposées constamment et leur bonté innée risquent de s'épuiser, et que les peuples opprimés de l'Afrique du Sud peuvent décider de faire justice eux-mêmes. C'est alors que des expressions de désolation, des lamentations s'élèveront, que les visages s'attristeront et que les mains se lèveront vers le ciel.

80. Il est encore temps d'éviter le pire, de mettre fin, par le biais des pressions économiques et des sanctions juridiques, aux nombreux crimes du régime de Pretoria, dont les dirigeants sont une honte pour la civilisation occidentale chrétienne.

81. Nous voulons que notre voix, unie à la clameur croissante des peuples opprimés, contribue à assurer un avenir de justice et de rédemption aux millions d'êtres humains que le régime d'*apartheid* réduit en esclavage et oblige à vivre dans des conditions indignes de l'homme du XXe siècle — de l'homme qui a déjà conquis l'espace sidéral et qui est sur le point de conquérir les secrets de la vie même.

82. Pour conclure, le Panama tient à déclarer qu'il est en faveur de la demande adressée par la trente-troisième session ordinaire du Conseil des ministres de l'OUA, qui s'est tenue à Monrovia du 6 au 20 juillet 1979, au Secrétaire général de l'OUA et au Comité spécial des Nations Unies contre l'*apartheid* en vue d'organiser en 1980, sous l'égide conjointe de l'ONU et de l'OUA, une conférence internationale pour mobiliser l'opinion publique internationale en faveur de l'application effective des sanctions économiques et autres prises contre l'Afrique du Sud [voir A/34/552, annexe I, CM/Res. 734 (XXXIII)].

83. De même, mon pays estime que le moment est venu de s'associer aux efforts de la sixième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, à La Havane, en vue d'alimenter et de faire fonctionner, le plus rapidement possible, le Fonds de solidarité et de soutien à l'Afrique australe, de façon qu'il puisse contribuer efficacement à la libération des peuples de cette région.

84. M. YANKOV (Bulgarie) [interprétation de l'anglais] : La question de la politique et de la pratique de l'*apartheid* est à l'ordre du jour de l'Assemblée générale depuis plus d'un quart de siècle. Cependant, les mesures adoptées

jusqu'à présent n'ont entraîné aucun résultat tangible. Bien au contraire, la situation s'est sensiblement détériorée et constitue maintenant une menace sérieuse non seulement pour les pays voisins mais également pour la communauté internationale.

85. L'*apartheid* est l'un des phénomènes sociaux les plus détestables de notre temps. Le régime raciste de Pretoria a institutionnalisé la discrimination raciale et érigé le racisme en idéologie officielle et en politique d'Etat. Tout le système politique, social et économique de l'Afrique du Sud est fondé sur la discrimination raciale et sur l'exploitation de la population africaine noire. La théorie et la pratique de l'*apartheid*, condamnées par la communauté mondiale et proscrites par le droit international en tant que crime contre l'humanité, sont utilisées pour fouler aux pieds le droit inaliénable des peuples de la Namibie et de l'Afrique du Sud à l'autodétermination, à l'indépendance et au progrès social.

86. L'Afrique du Sud a été transformée par la minorité blanche raciste en un immense camp de concentration pour les Africains noirs et les autres peuples de couleur. La couleur de la peau est le principal critère en fonction duquel la vaste majorité de la population est privée de tous ses droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels — et cela à la fin du XXe siècle. En outre, les nombreux rapports du Comité spécial contre l'*apartheid*, du Groupe spécial d'experts de la Commission des droits de l'homme et d'autres organismes des Nations Unies montrent à l'évidence que la vie même des peuples africains est constamment menacée.

87. Afin de perpétuer l'exploitation inhumaine fondée sur l'*apartheid*, le régime raciste d'Afrique du Sud a recouru à la farce de la bantoustanisisation, qui a été condamnée par l'opinion publique mondiale. Pretoria, avec l'aide de ses amis, a fait tout en son pouvoir pour maintenir dans l'asservissement, aussi longtemps que possible, la majorité écrasante de la population de l'Afrique du Sud, ainsi que de la Namibie — illégalement occupée —, et pour s'ingérer dans les affaires intérieures des Etats africains voisins. A cet égard, je ne peux que rappeler la triste expérience que nous avons eue récemment avec l'agression de l'Afrique du Sud contre la République populaire d'Angola. L'Afrique du Sud intensifie constamment sa politique de terreur contre la population autochtone, mettant en danger la paix non seulement sur le continent africain, mais partout dans le monde. Mais la terreur et les répressions impitoyables ne sauraient, à elles seules, maintenir asservi le peuple de l'Afrique du Sud.

88. Le régime d'*apartheid* continue d'exister en raison de l'appui notable dont il bénéficie de la part de certains milieux. Le rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* indique clairement que la collaboration constante de certains Etats occidentaux avec le régime d'*apartheid*, au mépris des résolutions de l'Organisation des Nations Unies, constitue le principal obstacle à l'élimination du système inhumain d'*apartheid*. Plusieurs sociétés transnationales ont renforcé leur position économique dans ce pays. Elles sont favorables à l'existence du régime raciste du fait que les conditions de discrimination raciale et d'asservissement de la majorité de la population d'Afrique du Sud leur assurent d'importants bénéfices. Par exemple, selon une étude

préparée à la demande du Comité spécial contre l'*apartheid*⁵, une petite poignée de banques transnationales détient quelque deux tiers de l'actif des 20 banques les plus importantes de l'Afrique du Sud. Toujours d'après cette étude, les succursales sud-africaines des banques transnationales ont aidé à mobiliser des fonds pour bâtir le complexe militaire et industriel de l'Afrique du Sud. Leurs succursales commerciales, par exemple, ont avancé, en 1975 seulement, près de 4 milliards de r2nd sud-africains, sous diverses formes de crédit, aux différents secteurs de l'économie sud-africaine.

89. Grâce à l'aide qui lui est fournie par certains pays de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord, le régime sud-africain a édifié le plus grand arsenal d'armes en Afrique. Il est en mesure de fabriquer des armes nucléaires modernes et de créer la plus forte armée de mercenaires du continent. Etant donné cette aide continue, l'Afrique du Sud tend de plus en plus à subvenir à ses besoins dans le domaine de la production militaire et à devenir une menace réelle non seulement pour ses voisins africains mais également pour la paix mondiale.

90. L'ensemble de la situation en Afrique australe revêt une grande importance compte tenu des manœuvres de certains Etats occidentaux qui veulent décider du sort des peuples de la Namibie, du Zimbabwe et de l'Afrique du Sud au détriment de leurs intérêts nationaux.

91. La lutte pour la libération nationale et l'indépendance est une loi inéluctable de notre temps. Mais les régimes du colonialisme, du racisme et de l'*apartheid* ne renonceront pas à leurs positions s'ils n'y sont pas contraints. C'est pourquoi il importe, plus que jamais, de recourir à tous les moyens pour éliminer complètement le colonialisme, le racisme, la discrimination raciale et l'*apartheid*. Il faut non seulement attirer une fois de plus l'opinion publique mondiale sur la dégradation des conditions de vie de l'immense majorité des peuples qui vivent sous la domination coloniale et raciale et confirmer notre solidarité morale avec les victimes de l'*apartheid*, mais il faut également prendre toutes les mesures nécessaires en vue

d'appuyer davantage et sans réserve les mouvements de libération nationale en Afrique australe dans leur lutte légitime pour que les peuples de la Namibie, du Zimbabwe et de l'Afrique du Sud accèdent à la liberté et à l'indépendance.

92. Depuis longtemps, les Nations Unies lancent des appels pour mettre fin à toutes les formes de coopération avec l'Afrique du Sud, et des directives à cet effet figurent dans de nombreuses résolutions de l'Assemblée générale, notamment dans le Programme d'action contre l'*apartheid* adopté à sa trente et unième session [résolution 31/6 J]. Ces textes réclament le boycottage du régime sud-africain dans tous les domaines, en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

93. Il ne suffit pas de se déclarer contre le régime d'*apartheid*. Les Nations Unies se prononcent contre l'*apartheid* depuis des années et, cependant, l'*apartheid* continue d'exister. Le régime de Pretoria ne renoncera pas de son propre chef à sa politique raciste. Il y sera contraint grâce aux pressions constantes exercées par la communauté internationale et à la lutte menée à l'intérieur même du pays. Il est temps que des mesures énergiques, y compris des sanctions efficaces, soient adoptées par le Conseil de sécurité pour mettre fin à toute coopération avec le régime raciste de Pretoria et pour l'isoler complètement.

94. En conclusion, je voudrais réitérer la position très ferme de la République populaire de Bulgarie à l'égard de la défense de l'autodétermination et de l'indépendance des peuples et son opposition aux politiques de discrimination et d'*apartheid*. La déclaration spéciale adoptée le 5 juillet 1978 par l'Assemblée nationale bulgare souligne, entre autres, que

“fidèle à sa position de principe d'appuyer la lutte des peuples contre l'impérialisme, le colonialisme, le racisme et l'*apartheid*, la République populaire de Bulgarie, en sa qualité de membre de la communauté socialiste, continuera, comme par le passé, de prêter aide et assistance aux mouvements de libération nationale de l'Afrique australe dans leur lutte juste et légitime destinée à rejeter l'esclavage colonial et à assurer leur liberté et leur indépendance”.

La séance est levée à 16 h 50.

⁵ *Corporate Data Exchange, Inc.*, “Prêts bancaires octroyés à l'Afrique du Sud entre 1972 et 1978” dans *Notes et documents* du Centre contre l'*apartheid*, No 5/79, mai 1979.